

LE MOT DU PRESIDENT



Chers Collègues,

Cette année 2003, la Polynésie Française, plus précisément Bora Bora, accueillera les congressistes de l'ACD'OM pour trois jours de travail autour des thèmes : **Tourisme et le développement durable** ainsi que **Fonds européens et Outre Mer**. Ces deux thèmes sont particulièrement substantiels pour chacune de nos régions puisque la liaison : tourisme, développement durable, fonds européens sont des éléments moteurs dans chacune de celles-ci.

L'adhésion de l'ACD'OM au Comité 21 en octobre dernier a été le premier pas vers une dynamique que nous

souhaitons voir se concrétiser dans l'ensemble des communes d'Outre Mer : la mise en place d'Agendas 21 locaux.

Par ailleurs, l'utilisation des fonds européens attribués au développement de l'Outre Mer semble complexe et ardu pour beaucoup d'entre nous. Avec l'élargissement de l'Europe dans un proche avenir, ces fonds versés à l'Outre Mer seront-ils améliorés et suffisants ? Ces questions seront posées aux différents intervenants au niveau européen et du Gouvernement invités à participer à ce XIIème Congrès.

A ce jour, plus de 150 élus et de collaborateurs administratifs de nos communes adhérentes ont répondu par l'affirmative. Les inscriptions sont pratiquement terminées et les demandes de règlements sont en cours.

Fin août, début septembre, les participants recevront les renseignements complémentaires liés à ce XIIème Congrès : A savoir le programme officiel, les renseignements pratiques sur les conditions du transport et d'hébergement ainsi que toutes les manifestations prévues par les élus polynésiens pour accueillir les congressistes.

D'autre part, l'ACD'OM a lancé un concours d'affiche auprès des communes adhérentes. Afin de mieux valoriser le terme nouveau : « développement durable », il nous a semblé judicieux de mettre en place une action en direction de la jeune génération de l'Outre Mer. Merci à tous les élus qui s'activeront dans ce sens.

Le Président de l'ACD'OM.

ALI HADHURI HAMADA - Maire de BOUENI (MAYOTTE)



TOUT SAVOIR SUR
L'ACD'OM
rendez-vous sur notre site
Internet
<http://www.france-acdom.net>

SOMMAIRE	
LE MOT DU PRESIDENT	1
LE XIIème CONGRES DE L'ACD'OM A BORA BORA	2
LES INVITES DU XIIème CONGRES	2
ATTENTION : PASSEPORT Nouvelles de l'ACD'OM	3
INFORMATIONS PRATIQUES ET UTILES	3
LA REVUE DE PRESSE DE L'OUTRE MER	4

LE XIIème CONGRES DE L'ACD'OM A BORA BORA



Lors de la réception qui s'est déroulée, à l'occasion de la fête Nationale, le 13 Juillet dernier dans les jardins du Ministère de l'Outre Mer, le Secrétaire Général, Lilian MALET, a pu s'entretenir avec Mme Brigitte Girardin. Cette dernière s'est montrée très enthousiaste devant la réalisation du XIIème Congrès de l'ACD'OM et a confirmé son intérêt à participer à cette rencontre de l'ensemble des élus de l'Outre Mer à Bora Bora les 10-11 et 12 novembre prochain.

Dans un courrier du 4 juillet, la Présidence de La République nous assure de tout son intérêt pour notre manifestation. Monsieur Jacques CHIRAC adressera un message aux participants à cette occasion.

Madame Roselyne BACHELOT-NARQUIN, Secrétaire d'Etat à l'environnement et au Développement Durable nous a informé que pour des raisons d'emploi du temps, elle ne pourra assister à notre congrès.

Les invités du XIIème Congrès

Tous les parlementaires de l'Outre Mer ont été conviés à assister à ce grand rendez-vous annuel de l'ensemble des élus des DOM-TOM. Concernant les députés européens, M. Jean Claude FRUTEAU, a confirmé sa présence et Mme Margie SUDRE, chargée d'un rapport sur la pêche en Outre Mer, ne pourra sans doute pas y assister.

René Paul VICTORIA, Gabrielle LOUIS-CARABIN et Jean Paul VIRAPOULLE seront présents.

Mandaté par M. Poul Nielsen, de la Commission Européenne, M. Frans BAAN - Chef de la Délégation de la Commission Européenne dans le Pacifique participera à nos travaux et fera une présentation du F.E.D.

L'O.N.E.R.C. (l'Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique) inter-

viendra au cours du XIIème Congrès de l'ACD'OM par l'intermédiaire de son Directeur et, nous l'espérons, également par son Président Paul VERGES.

A noter la participation, pour la première fois, de SAINT PIERRE ET MIQUELON : Mme Karine CLAIRAUX (Maire de St Pierre) et un représentant de la SODEPAR seront parmi nous ainsi qu'une forte délégation de Nouvelle Calédonie qui viendra enrichir nos travaux.

DU COTE DU PACIFIQUE... DU COTE DU PACIFIQUE...



Lors de la dernière mission de l'ACD'OM dans le Pacifique, (au mois de Mai dernier) Monsieur Pierre FROGIER, Président du Congrès à Nouméa, s'est longuement entretenu avec le Secrétaire Général L. Malet et a exprimé son vif intérêt pour l'ACD'OM et la rencontre annuelle de l'ensemble des maires de l'Outre Mer dans le Pacifique. En raison de ses obligations de représentation,

M. FROGIER s'est dit désolé de ne pouvoir assister à cette manifestation mais sera sûrement représenté par un membre de son Cabinet et, nous l'espérons, par un membre du gouvernement. D'ores et déjà, La Nouvelle Calédonie, sera largement représentée: Deux communes ont déjà adhéré, PAÏTA et LA FOA et d'autres comme BOURAIL, FARINO et DUMBEA assisteront aussi à notre XIIème CONGRES.

**BIENVENUE
A PAÏTA et LAFOA
deux Communes
de Nouvelle Calédonie
et à NUKU-HIVA,
des Iles Marquises
qui viennent de
solliciter leur
adhésion à
l'ACD'OM.**

Attention : PASSEPORT



Le 8 Août dernier, le Secrétaire Général a fait parvenir à l'ensemble des participants une note d'information concernant les nouvelles modalités du passeport.

A l'attention des Congressistes de l'ACD'OM en Polynésie

Nous venons d'avoir une information importante concernant les modalités du voyage de Paris à Papeete. En effet, ce voyage comporte une escale obligatoire à Los Angeles aux Etats-Unis. Les autorités américaines viennent de décider qu'à partir du 1er octobre prochain, il sera exigé que toutes les personnes souhaitant entrer sur le territoire des États-Unis disposent d'un passeport à lecture

optique (dit passeport "Delphine") et ceci est valable pour les passagers en transit. Nous vous invitons donc à vous rapprocher des services compétents pour obtenir un tel passeport qui sera donc exigé au départ de Paris.

C'est un impératif qui sera incontournable. Il sera impossible se prendre le vol Paris/Papeete sans ce type de passeport.

Merci de diffuser cette information aux élus concernés.

Nous restons à votre disposition pour plus d'informations et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs les Maires, chers collègues, l'expression de nos meilleures salutations.

Le Secrétaire Général : L. MALET

INFORMATIONS PRATIQUES ET UTILES



Depuis le 15 Juillet dernier l'ACD'OM a enregistré plus de 150 participants (hors Polynésie) pour le Congrès.

Nous serons donc environ 300 à Bora Bora malgré la défection d'un hôtelier qui risque de nous causer quelques soucis par rapport au nombre de chambres disponibles.



Une revue officielle de grande qualité sera éditée en 2500 exemplaires et distribuée à l'occasion du Congrès et à Paris. La rédaction a été confiée à une journaliste professionnelle et l'édition à BUCEREP. Les communes et les institutions intéressées pour valoriser leurs réalisations (publi-reportages) peuvent en faire la demande à cette société :

Tél. 05 61 21 15 72
Fax: 05 61 23 02 41
www.bucerep.com



SYSTEME MONETAIRE

Seul le FRANC PACIFIQUE est utilisé sur le territoire.

1 Euro est égal à 119,33 FCP.

Les chèques en Euro sont peu acceptés.

Les Cartes Bancaires sont acceptées



DECALAGE HORAIRE

Compter dix heures de moins qu'à Paris (H. d'été)
Ex : 12h00 à Paris
22h la veille à Papeete.



Il fait beau toute l'année à Tahiti. La saison (la plus) chaude débute en Novembre.



Le téléphone portable fonctionne en Polynésie Française mais il n'existe pas d'accord de « roaming » entre la Société VINI (Téléphonie mobile de Tahiti) et ni la SRR, ni les sociétés Orange Réunion et Orange Antilles/Guyane.

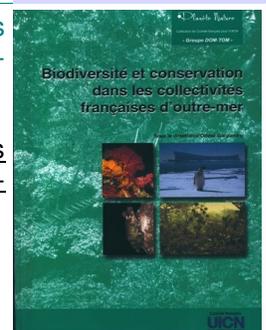
L'UICN - Union mondiale pour la nature.

Créée en 1948 à Fontainebleau, l'UICN - Union mondiale pour la nature - est la plus vaste organisation de conservation de la nature au monde. Elle rassemble au sein d'un partenariat unique 78 Etats, 112 agences gouvernementales et 770 organisations non gouvernementales, soit un total de 960 membres répartis dans 139 pays. Sa mission est d'influer sur les sociétés du monde entier pour les encourager et les aider à conserver l'intégrité et la diversité de la nature et de veiller à ce que

toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable.

Un rapport de grande qualité Biodiversité et conservation dans les collectivités françaises d'outre-mer

vient d'être édité.



ACD'OM—BP 92, rue Waldeck Rochet—
97419 LA POSSESSION
Tél : 02 62 22 03 95
Fax : 02 62 44 65 69
Email : ACDOM@france-acdom.net

BUREAU DE L'ACD'OM 2003/2004
élu le 16 novembre 2002 à PARIS

PRÉSIDENT

ALI HADHURI HAMADA
Maire de BOUENI (MAYOTTE)

VICE PRÉSIDENTS

THEOGAT BALZINC
Vice Président du SIVOM NORD BASSE
TERRE (GUADELOUPE)

JEAN PIERRE ROUMILLAC
Maire de MATOURY (GUYANE)

GARCIN MALSÀ
Maire de SAINTÉ ANNE (MARTINIQUE)

ROLAND ROBERT
Vice Président du TCO (LA RÉUNION)

GASTON TONG SANG
Maire de BORA BORA (POLYNESIE FR)

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

LILIAN MALET -1er Adjoint au Maire
de LA POSSESSION (LA RÉUNION)

TRÉSORIER

AHAMADI DAHALANI
Maire de SADA (MAYOTTE)

SECRÉTAIRE ADJOINT

SAÏD ISSIHAKA
Maire de PAMANDZI (MAYOTTE)

TRÉSORIER ADJOINT :

ROLAND HOARAU
Président du Syndicat Mixte de
PIERREFONDS (LA RÉUNION)



COMMUNIQUE DU MINISTRE DE L'OUTRE MER

**Le Gouvernement
a fait du dévelop-
pement de la so-
ciété de l'informa-
tion un chantier
prioritaire pour la
France.**

Dans cette optique, le
Premier ministre vient
de réunir le " **Comité
interministériel pour**

**la société de l'informa-
tion "** (CISI) qui avait
pour thème: **le dévelop-
pement de l'usage d'In-
ternet dans les foyers.**
Ainsi, 70 mesures concrètes
viennent d'être annon-
cées et on doit se réjouir
de l'impact qu'elles ne
manqueront pas d'avoir
dans le développement
de l'Internet en France
hexagonale et d'outre
mer. On peut souligner,
au passage, que le taux
d'équipement d'Internet
dans les familles, notam-
ment, aux Antilles est lé-
gèrement supérieur à la
moyenne nationale....
(la suite sur notre site)

**Prescription quadrienn-
nale outre-mer:** La mi-
nistre de l'outre-mer a
présenté un décret relatif
à la prescription qua-
driennale outre-mer. Ce
décret étend à la Nou-
velle-Calédonie, à
Mayotte, à la Polynésie
française, à Wallis-et-
Futuna et aux Terres
australes et antarctiques
françaises les disposi-
tions relatives à la pres-
cription quadriennale des
créances de l'Etat appli-
cables en métropole. **(la
suite sur notre site)**

TAHITI PRESSE

04/07/03 Marcel Teipoarii élu maire de Raivavae

Le conseil municipal de Raivavae (archipel des Australes), au complet depuis l'élection partielle du dimanche 29 juin, a pu procéder, jeudi 3 juillet, à l'élection de son maire. Marcel Teipoarii, ancien 1er adjoint, a été élu premier magistrat de Raivavae, indique la mairie de l'île. Unique candidat au siège de maire, Marcel Teipoarii a été élu à l'unanimité des suffrages. Cette élection et celle des adjoints a duré environ deux heures, de source communale.

BAISSE DES QUOTAS DE C.E.S. A LA REUNION : L'ACD'OM INTERVIENT

LE JOURNAL DE L'ILE DE LA REUNION (Juillet 2003)

**L'AFIT (Agence Fran-
çaise de l'ingénierie
Touristique) souffle,
cette année, ses dix
bougies. Forte de son
expérience métropoli-
taine, elle participe au
"Plan de relance du
tourisme pour l'Outre-
Mer", récemment mis
en place par le minis-
tère de l'Outre-Mer et
le secrétariat d'État au
Tourisme. Noël Imbert-
Bouchard, chargé de
mission auprès de l'A-
FIT s'installera sur le
sol Réunionnais à
compter du 15 octobre
prochain.**

La suite sur note site...

A propos de la baisse des quotas de CES. L'ACD'OM a envoyé un courrier au Premier Ministre, Jean Pierre RAFFARIN ainsi qu'au Ministère de l'Outre Mer. Extraits

[...] Si cette diminution devait s'avérer, les établissements scolaires du primaire ne pourront pas ouvrir leurs portes. En effet, si jusqu'à 1992, les communes ont pu librement embaucher du personnel, à temps complet ou partiel [...] l'arrêté « Constantin » est venu mettre fin à cette possibilité. [...] Les Maires, à l'époque et jusqu'à ce jour, sont confrontés à un double problème : Impossibilité de recruter du personnel pour des raisons budgétaires à cause de l'index de correction, appliqué aux agents titulaires. Impossibilité de recruter de nouveaux agents sous ce statut par rapport aux agents plus anciens sous statut de « journalier communal » [...] nos élus doivent également faire face à un taux démographique élevé dans l'ensemble de l'outre mer français depuis plusieurs années. [...] Les efforts consentis ont permis d'offrir à nos concitoyens une société se rapprochant en qualité de services à celle de nos compatriotes métropolitains en se conformant aux règles de normalisation, notamment européennes, dans la plupart de leurs domaines de compétence. Tout cela a été fait en coordination et avec l'accompagnement des Services de l'Etat afin de répondre à des réalités sociales sans communes mesures, nous le rappelons, avec celles de métropole :

- Un taux de chômage quatre fois plus important !
- Une démographie qui met dix mille jeunes chaque année sur le marché de l'emploi !
- Un besoin en construction de logements important !
- Des retards à combler dans plusieurs domaines !

[...] Diminuer brutalement le nombre d'emplois aidés conduira obligatoirement à de graves disfonctionnement et du système scolaire et des budgets communaux.

Dans un contexte social difficile, les élus assument leurs responsabilités « à portée de gifle » de leurs électeurs et ne méritent pas une aggravation de ce climat. Depuis plusieurs mois, nous avons rencontré différents interlocuteurs, dont vos services, et avons demandé une mise à plat, sur l'ensemble de l'outre mer, de la situation de l'emploi dans nos communes afin d'offrir des perspectives tant aux élus qu'aux fonctionnaires territoriaux en vous précisant que nous étions prêts à y collaborer. Nous savons que cette demande est à l'étude. Nous réitérons celle-ci aujourd'hui avec d'autant plus d'acuité que des menaces précises pèsent sur la rentrée scolaire qui aura lieu dans quelques semaines. L'inquiétude des élus de La Réunion est la même que celle des autres élus de l'outre mer. Nous ne doutons pas que vous suivez avec attention nos problèmes et que vous saurez y apporter les réponses nécessaires et dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, Madame le Ministre, l'expression de notre très haute considération. **Le Secrétaire Général L. MALET**